



*Afrique et développement*, Vol. XXXIX, No. 3, 2014, pp. 1 – 29  
© Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique,  
2014 (ISSN 0850-3907)

## **Mamadou Dia et Mehdi ben Barka, deux nationalistes africains du temps des indépendances – Etude comparative**

Maâti Monjib\*

### **Résumé**

Le Sénégalais Mamadou Dia (1910-2009) et le Marocain Mehdi Ben Barka (1918-1965) sont deux leaders anti-colonialistes qui ont marqué leur époque et l'Afrique par leur action en faveur de l'indépendance puis du développement social et politique de leur pays. Ils ont, pour ce faire, largement participé à la lutte pour le pouvoir que les deux pays ont connu suite à leur accès à l'indépendance. La présente étude vise à jeter des lumières croisées sur les biographies politiques des deux dirigeants nationalistes. Elle s'efforce de mettre leur action et leur production discursive dans une perspective comparative. Celle-ci a pour principal objectif de mieux comprendre et le propre positionnement politique des deux personnalités et l'interaction des élites politiques des deux pays, avec leur action et leurs choix idéologiques et politiques. L'étude s'intéresse aussi au contexte politique national et régional dans lequel les deux hommes ont évolué durant la période qui va de la fin de la Seconde Guerre mondiale au milieu des années soixante.

### **Abstract**

Senegalese Mamadou Dia (1910-2009) and Moroccan Mehdi Ben Barka (1918-1965) are two leading figures of anti-colonial fight who marked their era and the African continent through their efforts in favour of independence and for the social and political development of their countries. To this end, they were largely involved in the struggle for power that both countries experienced immediately after claiming independence. This study aims to cross-examine the political biographies of the two nationalist leaders. It seeks to look into their actions and discursive productions from a comparative perspective. Its main objective is to better understand the political stances of these two personalities and the interaction of political elites from both countries

---

\* Institut des Etudes Africaines, Université Mohammed V, Rabat, Maroc.  
Email: mmonjib@yahoo.fr

with their action as well as their ideological and political choices. The study also delves into the national and regional political background in which both men have evolved during the period spanning from the end of World War II to the mid-sixties.

Cet article s'appuie, d'une part, sur une intervention donnée à l'occasion d'un atelier méthodologique sur les sciences sociales, organisé à Rabat en mai 2013<sup>1</sup> et, d'autre part, sur la thèse d'Etat en histoire qu'il a soutenue quelques années plus tôt à Dakar.<sup>2</sup> Ladite thèse avait pour objet le parcours et le rôle qu'ont joués dans leurs pays respectifs le Sénégalais Mamadou Dia et le Marocain Mehdi Ben Barka. Ces deux leaders africains du temps des indépendances avaient, tous les deux, des convictions politiques anti-colonialistes et bien ancrées à gauche. Ils ont eu à affronter, une fois l'indépendance acquise, des forces sociales et politiques conservatrices. L'un l'a payé de sa vie, l'autre par un long séjour en prison.

Cette étude, et notamment le travail de thèse dont elle s'inspire, a opté pour une approche comparative. Nous avons été tenté par cette approche, malgré le fait que l'histoire comparative reste à ses premiers balbutiements, sur le continent (au nord comme au sud du Sahara), mais aussi ailleurs.<sup>3</sup> Le but est de mettre à profit les lumières croisées propres à toute entreprise de comparaison systématique. Celles-ci font ressortir les différences et les similarités entre les deux objets d'étude afin de mieux comprendre les spécificités de chaque situation et d'en tirer les conclusions théoriques qui s'imposent. « Théorique » ne veut nullement dire la production d'un modèle abstrait du comportement des élites de l'époque des indépendances par exemple. Cela n'est pas le rôle de l'historien, mais peut être celui du sociologue.

Notre étude se situe également entre deux sous-disciplines historiques : l'histoire des idées et l'histoire politique.

- L'histoire des idées – car les deux personnalités qui se trouvent au cœur de ce travail sont des intellectuels et des producteurs d'idées.<sup>4</sup> Cela veut dire également qu'elles ont été fortement influencées par les courants d'idées qui agitaient leur époque (notamment les trois décennies qui vont des années quarante aux années soixante). Il fallait donc s'intéresser de près aux sources de leur inspiration (marxisme et socialisme, panafricanisme, nationalisme arabe, tiers-mondisme, notamment celui de l'intelligentsia française de gauche). Les deux hommes ont aussi écrit et publié, abondamment dans le cas de Mamadou Dia. Ils ont donc marqué leur époque non seulement par leur action politique proprement dite, mais également par les textes qu'ils publiaient dans la presse ou ailleurs.

Il nous semble judicieux de préciser à ce niveau que nous utilisons *Histoire des idées* (« Intellectual history » en anglais) dans le sens que lui donne W. Warren Wagar. Selon lui, « He (the intellectual historian) traces the development of the general ideas, beliefs, and values that underlie action in given times and place » ou s'intéresse, c'est le cas ici, au système de valeurs et à l'environnement idéal qui encadre les activités, les projets et les positions d'un acteur social.<sup>5</sup> Il ajoute plus loin que l'histoire intellectuelle « may be also structured as an investigation of intelligentsias : the behavior of thinkers viewed as members of social groups or classes »<sup>6</sup> ; c'est ce que cette étude poursuit en campant la biographie politique des deux penseurs africains.

- L'histoire politique – car les deux acteurs sociaux dont nous essayons de dessiner et le portrait humain et la trajectoire politique ont placé l'action politique au centre de leur vie. L'évolution politique de leur pays s'en est trouvée profondément marquée. Aussi notre étude s'efforce-t-elle de situer l'action et la vision des deux hommes politiques dans le contexte historique de leurs pays respectifs, le Sénégal et le Maroc. Elle s'efforce de mettre en relief les différences et les similitudes des deux sociétés et cultures politiques. Nous relevons ainsi le parallélisme saisissant qui a marqué l'enchaînement des événements dans le Sénégal et le Maroc indépendants.

Cela, pour dire que « once the scholar becomes more interested in the production of ideal types or laws of behavior than in the explanation of concrete, historical events occurring to real men and women at particular places in particular times, he abandons the genius of history in favor of the methodology of the natural and social sciences. Once he begins looking on people or institutions primarily as « examples » of a generalization, he is no longer a historian. »<sup>7</sup> Non sans exagération, John Huizinga va même jusqu'à affirmer que le terme « case » does not belong in history at all. § Cela dit, Huizinga et Wagar sont loin d'être suivis par tous les historiens. De nombreux historiens ont tenté, et tentent encore, de rendre l'histoire plus élégamment « scientifique » en adoptant des modèles (qui dit modèle dit généralisation) relevant de la sociologie ou d'autres sciences sociales. Ce n'est pas le cas de l'auteur de ces pages, bien que nous ne croyions pas non plus à la prétendue pureté de l'histoire en tant que discipline. Un isolement épistémologique risquerait d'affaiblir la discipline. De fait, comme le rappelle James Sheehan, l'histoire s'est inspirée – et parfois a inspiré – durant la dernière moitié de siècle, des travaux de sociologues, de politistes et d'autres disciplines comme la théorie littéraire § On peut citer comme exemples : les travaux de sociologie religieuse menés par Gabriel Le Bras et le Chanoine Boulard en France et qui ont révolutionné les recherches historiques sur la période médiévale. Il faudrait

rappeler également ici que Montesquieu fut le premier à convoquer la géographie et la psychologie dans l'explication historique.

### **Le contexte historique de longue durée : Maroc-Sénégal**

Si le Maroc était connu par ses fuqaha-enseignants (pluriel de faqih) et par sa multi-séculaire université Qaraouiyine,<sup>10</sup> la première institution de ce genre et de ce niveau dans le monde musulman et la région euro-méditerranéenne, le Sénégal – tout d'abord Saint-Louis puis Dakar – représentait un véritable Quartier Latin de l'Afrique Occidentale Française. Fils aîné de l'empire français en Afrique, le Sénégal faisait figure de favoris et il l'était en réalité, car il renfermait la majorité de la population européenne qui résidait en AOF. De fait, le Sénégal ayant abrité la capitale de l'AOF a bénéficié de la centralisation politico-administrative française, avec son corollaire de création d'infrastructures matérielles et sociales.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le Sénégal abrite six sur les sept ou huit centres urbains d'une certaine importance en Afrique Occidentale Française.<sup>11</sup> De ce fait, la population sénégalaise, notamment celle côtière, est la plus touchée par le fait européen. Son élite est la plus occidentalisée et la plus moderne. Les voyageurs avertis, de toute nationalité, ont noté les effets de cette acculturation relativement avancée. Ainsi, John Gunther écrit au début des années cinquante : « Senegal (...) is the best known part on French West Africa, as well as the most westernized. The educated class, deriving from four old towns (...) is immaculately cultivated (...) Many women have a lively political consciousness. »<sup>12</sup>

Les Sénégalais tirent une certaine fierté du fait que le premier docteur ouest-africain è sciences juridiques soit un Sénégalais, Lamine Guèye, que le premier député noir africain soit également un Sénégalais, Blaise Diagne, que le premier agrégé africain en grammaire soit aussi un Sénégalais, Léopold Sédar Senghor. Les nationalistes marocains rappellent souvent qu'Averroès (Ibn Rochd) est honoré par l'Europe médiévale et scolastique où il a longtemps fait école, que plusieurs savants européens sont venus étudier dans la célèbre université de Fez.

Si les Sénégalais se réfèrent souvent – mais pas uniquement – à un passé construit avec la France, les Marocains, du fait, entre autres, du caractère bref de la domination coloniale, rappellent des faits et des noms du temps de *la gloire* où le Maroc était une puissance qui se faisait respecter. Cet imaginaire politico-idéologique différent donne naissance à deux nationalismes différents.

Le référentiel politique des deux sociétés ne se compose pas des mêmes mythes. L'un des principaux mythes de la génération politique de Dia et Senghor est celui des Quatre Communes. Celui-ci se compose de plusieurs

éléments se rapportant chacun à une valeur essentielle : égalité des citoyens, fraternité des races, métissage biologique et culturel, ouverture sur l'extérieur et universalisme... Il n'est pas indifférent que la nation sénégalaise est née à Saint-Louis, ville coloniale, métisse, multiethnique et ouverte par excellence. Le monde-Saint-Louis marque l'imaginaire de l'élite politique sénégalaise moderne et sa représentation du futur. Il constitue l'une des composantes majeures du système des organisations symboliques unifiantes. Pour toutes ces causes (et bien d'autres : absence d'une langue nationale écrite et dominante dans le passé, absence d'un territoire national historique qui coïnciderait avec le territoire de l'Etat colonial et post-colonial), le nationalisme sénégalais est beaucoup plus tourné vers l'avenir que ne l'est le marocain. Il est également moins offensif et moins susceptible dans ses rapports avec la puissance coloniale.

La génération politique marocaine dont font partie Ben Barka et Allal El-Fassi a un imaginaire politique centré sur la nation (le Maroc éternel) et le peuple (classes laborieuses dont le sort et l'émancipation commandent l'avenir du Maroc). La nation marocaine est née à Fez durant le Moyen-Âge, les Français ont préféré transférer la capitale ailleurs, sur la côte. Mais Fez prend sa revanche en prenant la tête du mouvement de contestation de la domination coloniale dès 1930, mouvement qui prend naissance dans les mosquées et parmi les étudiants de la Qaraouiyyine.

Notre travail de thèse est centré sur la période transitionnelle qui va de la Seconde Guerre mondiale au début des années soixante. Elle représente dans la mémoire collective africaine et l'imaginaire politique des deux pays une époque de grande euphorie nationaliste suivie d'une amère déception due aux désenchantements de l'indépendance.

Nous y avons exposé l'évolution politique du Sénégal et du Maroc autour de ces deux personnalités marquantes de leur pays et qui ont pris une grande part à ladite évolution. Ben Barka comme Mamadou Dia se sont opposés au colonialisme puis participé ou collaboré avec le pouvoir national durant la phase de transition menant de la domination coloniale à la libération nationale. Tous les deux ont été écartés du pouvoir après cinq ans de gouvernement national, pour se trouver l'un en prison (Dia) et l'autre en exil (Ben Barka). Celui-ci sera enlevé et assassiné à Paris en 1965.

### **Le Maghreb et l'AOF : l'action anti-coloniale rapproche les deux ensembles**

La recherche africaine et africaniste n'a pas assez prêté attention au fait qu'au vingtième siècle, durant la période coloniale et la lutte pour l'indépendance, les destins de l'AOF et du Maghreb furent intimement liés.

Non seulement la réalité historique le prouve, comme nous essayons de le démontrer dans notre travail de thèse par des documents officiels du régime colonial, mais les responsables de l'empire français en étaient convaincus. Leur politique s'en ressent fortement. La Loi-cadre n'aurait jamais été votée si les Armées de Libération au Maroc et en Algérie n'avaient pas commencé à s'en prendre aux fondements de l'édifice colonial français en Afrique. Or les effets d'entraînement de cette loi, comme la crainte des dirigeants politiques français de voir la violence anti-coloniale nord-africaine s'étendre vers le sud, seront décisifs quant au processus qui mènera l'Afrique française vers l'indépendance.

### ***Le virus nord-africain***

Concernant l'histoire récente, les années de lutte pour la libération nationale rapprochent le Sénégal et le Maroc, ou plutôt les deux ensembles auxquels ils appartiennent. Ainsi, un rapport émanant en 1956 des services du Gouvernement Général de l'AOF à l'intention de Paris (et qui reflète l'opinion du Haut-Commissariat) note, avec inquiétude, que les événements du Maghreb qui « sont lus, écoutés, commentés avec passion par les élites d'Afrique Occidentale Française donnent à celles-ci l'impression profonde que « cela va changer. » » Elles ont l'impression « qu'elles dévorent un roman dont les péripéties s'appliqueront demain à elles-mêmes. »<sup>3</sup> Le rapport, qui emploie un langage « sécuritaire » et direct, affirme dans sa section intitulée « Les menaces de « l'extérieur » », que « face à une situation intérieure instable, il faudrait que la collectivité africaine fût couvée et que sa croissance puisse s'accomplir à l'abri des microbes... (points de suspension dans le document original). Or rien ou à peu près rien, dans l'action locale, ne peut compenser l'extension de la contamination provoquée par les faits suivants » : dans un français très moyen, le rapport énumère les faits et phénomènes qu'il considère comme gravissimes :

- A Dakar – « plus expressif puisque plus grand centre » – et dans toutes les villes, les journaux de France sont « dévorés » par les gens instruits ;
- Dans tout militant politique ou instituteur se trouve un admirateur des leaders tunisiens (*sic*). Au sein de la chefferie, l'affaire du Pacha de Marrakech et de « sa volte-face sont l'objet des commentaires les plus défavorables pour nous... Cela imprime une marque... Cela « brûle » les cerveaux. <sup>4</sup>»

Le rapport s'alarme du fait que la circulation libre de l'information sape les fondations de la domination française en AOF, du moins dans les centres urbains. Il faut rappeler à ce niveau de l'analyse qu'à cette époque, le Sénégal est le pays le plus urbanisé de l'AOF et que, partant, on peut considérer son

élite comme la plus au fait de ce qui se passe au Maghreb. Au Sénégal, tout le monde sait maintenant que la France peut reculer puisqu'elle a lâché son collaborateur le plus fidèle, le Glaoui, Pacha de Marrakech, obligé d'embrasser les babouches du Sultan nationaliste. Or celui-ci était considéré jusqu'à très récemment comme un implacable ennemi de la France et des Français.

L'autre facteur de *contamination* est l'islam : « Si l'AOF n'est pas entièrement islamisée... l'influence de l'islam grandit, s'étale sans cesse et c'est par l'islam « moderniste » que certains territoires de la Fédération sont vulnérables. Il est déjà impossible de faire prévaloir chez certains évolués de l'AOF qu'une distinction fondamentale doit être établie entre le panislamisme et le panarabisme... la pratique religieuse, le prurit réformiste... le slogan qui se cache derrière cette mystique est bien connu : « tout vaut mieux que la présence du Blanc ». Sans doute l'islam maraboutique... peut-il jouer heureusement et pour un temps encore son rôle de frein à l'encontre d'un modernisme véhiculaire de passions xénophobes et séparatistes » et de « l'influence du Proche-Orient. »<sup>5</sup>

Le Sénégal est cité parmi les pays potentiellement menacés par l'islam moderniste<sup>16</sup> qui se confond au Maghreb, et notamment au Maroc, avec le nationalisme. Cette grande peur de l'islam non maraboutique continuera à hanter les colonies européennes de l'Afrique de l'Ouest même après l'indépendance. Mamadou Dia, en tant qu'adepte de l'islam rénové, aggravera son cas auprès, et des dites colonies et des hiérarques des *tariqa* soufies. Le rapport rappelle qu'il y a dix-huit mois, les termes d'*indépendance* et la notion de *gouvernement local* par exemple « étaient, ici, complètement inconnus (...) (Mais) il y a dix-huit mois, c'était l'Afrique du Nord... ». « Songe-t-on encore que les IOM<sup>17</sup> ayant, au cours d'un congrès tenu à Bobo-Dioulasso en 1952, lancé l'idée de l'autonomie interne, liée à la formule d'une République « une et indivisible », provoquèrent alors un tel tollé chez les intellectuels africains et rencontrèrent une telle indifférence à la base qu'ils firent aussitôt plus ou moins machine arrière ... Cela est déjà loin et (...) spécialement au Sénégal. (...) Avec le virus filtrant de l'Afrique du Nord, brutalement toutes les données se modifient : ce qui devait cheminer lentement galope... ceux qui devaient conduire l'évolution risquent de ne plus en être les maîtres... l'Elite s'interroge ou chuchote. »<sup>18</sup>

Pour combattre ce qu'il appelle les « germes du sécessionnisme » au Sénégal et en AOF, pour contrecarrer ces « influences extérieures prépondérantes » et « pernicieuses », il adjure Paris de mettre fin à l'instabilité gouvernementale et « (...) que l'Afrique du Nord trouve sa solution (*sic*) et la température tomberait en AOF de plusieurs degrés. »<sup>19</sup>

Le rapport regrette que le gouvernement et le Parlement pensent prendre à bras le corps la situation en Afrique de l'Ouest en mettant en place un « instrument-étape » de « détente et d'auto-éducation », autrement dit la Loi-cadre. Mais « La Loi-cadre appliquée dans une Afrique noire ouverte à la contagion du virus nord-africain, c'est une entreprise nécessaire mais aléatoire »,<sup>20</sup> car le vent de la liberté souffle trop fort sur le monde et sur la région pour qu'une telle loi suffise.

Le Haut-Commissariat affirme très solennellement, après plusieurs semaines de réflexion, de prise d'information et de sondage de l'opinion que, malgré la Loi-cadre, « si une solution apaisante n'apparaissait pas prochaine en Afrique du Nord, tout le problème de l'Afrique noire se trouverait reposé : dans son évolution, dans sa finalité, que l'action locale ne saurait plus, à elle seule, garantir. »<sup>21</sup> Ainsi, les deux élites (« fausses élites », dit le rapport) nord-africaine et ouest-africaine se trouvent objectivement solidaires dans leurs entreprises de libération. La radicalisation du discours (« délire de liberté ») à Dakar est alimentée par l'actualité fiévreuse du Maghreb. Cela fait réfléchir les responsables de la politique coloniale qui tentent de trouver une issue « apaisante » aux événements nord-africains (indépendance du Maroc et de la Tunisie) afin d'empêcher la situation d'empirer en AOF. Ils augmentent également les dotations et l'effort d'équipement, mesures nécessaires pour accompagner l'ouverture politique que représente la Loi-cadre. Il faudrait nuancer ici en rappelant que ce « discours colonialiste », s'il exagérât l'influence de la situation en Afrique du Nord, ne la créait pas ex nihilo. En tout cas, le déclenchement de la guerre de libération au Maghreb a eu un grand impact sur les choix de l'élite politique française concernant l'avenir des relations entre la France et ses colonies subsahariennes.

### ***Parallélisme de l'évolution politique du Sénégal et du Maroc et de l'itinéraire des deux leaders***

En 1960, le Sénégal accède à l'indépendance quelques années après l'empire chérifien. En 1963, le président Senghor, dont le statut était jusqu'à l'arrestation de Dia quasi honorifique, fait condamner à la réclusion criminelle à perpétuité son principal rival, le nationaliste socialisant Mamadou Dia, accusé de complot contre les institutions et l'ordre constitutionnel. Des événements semblables se sont passés au Maroc, au même moment, si l'on fait le parallèle entre les deux couples Senghor-Dia, Hassan II-Ben Barka. La même année (1963), Ben Barka est condamné à mort pour trahison et ses amis et partisans sont arrêtés par milliers.

Ce recours à des moyens extralégaux pour combattre des adversaires provoque, dans les deux pays, un grave blocage politique. Les conséquences s'en feront ressentir au même moment. Du 22 au 24 mars 1965 éclatent des



émeutes violentes à Casablanca, signe d'un rejet total du régime par la jeunesse que des noyaux marxistes, issus des deux partis de gauche de l'époque, l'UNFP et le Parti communiste interdit, tentent d'organiser en vue de la révolution. Exactement, la même semaine, de jeunes Sénégalais se réclamant du marxisme lancent dans l'oriental des opérations de guérilla. La seule différence est que la répression au Maroc est beaucoup plus rude, car le poète-président, malgré le régime autoritaire qu'il met en place, évite l'usage excessif de la violence contre ses opposants, les deux sociétés politiques n'ayant pas les mêmes mœurs.

Les deux pays subiront, entre 1965-66 et 1974, un régime autocratique fort et qui ne manque pas de base sociologique assez large. La fin des années soixante et le début des années soixante-dix connaissent, dans les deux pays, un vigoureux mouvement de contestation qui met fortement en cause la légitimité du régime, ce qui pousse les deux chefs d'Etat, notamment Senghor, à amender leur ligne politique.

En 1974, c'est le début de l'ouverture : au Maroc est fondée l'Union socialiste des forces populaires (USFP) qui deviendra le principal parti d'opposition. Au Sénégal, la même année voit la constitution du Parti Démocratique Sénégalais (PDS). Dirigé par Abdoulaye Wade, le PDS deviendra également à la fin des années quatre-vingt, c'est-à-dire en même temps que l'USFP, le principal mouvement d'opposition. Mais le régime de Senghor se réclamant du socialisme démocratique, le PDS opte pour le libéralisme<sup>22</sup> ; Hassan II préconisant le libéralisme économique, l'USFP défend le socialisme qu'il veut à la fois « scientifique » et démocratique.<sup>23</sup>

Au début de 1998, l'opposition sénégalaise recueille, pour la première fois, plus de voix que le parti au pouvoir. La même année, Abderrahmane Youssoufi, leader principal de l'opposition au Maroc, et ancien avocat de la famille Ben Barka au procès des assassins, est nommé Premier ministre. Deux ans plus tard, Abdoulaye Wade, également ancien avocat de Dia au procès de 1963, est élu président de la République du Sénégal.

Il existe d'autres nombreux points de ressemblance, et pas seulement des dates et des faits historiques. Nous avons essayé de les décrire, le long des pages du travail de thèse précité, et d'en déduire les enseignements sur le plan théorique. Mais nous ne pouvons pas mettre fin à cette brève description sans citer une coïncidence assez curieuse qui complète cette esquisse de mise en parallèle : la Casamance, au Sénégal, connaît un mouvement irrédentiste, le Sahara occidental également. Les deux régions se trouvent au sud, sont d'anciennes colonies de puissances ibériques (le Portugal et l'Espagne) et renferment des populations aux caractéristiques ethniques et culturelles assez différentes du reste du pays.<sup>24</sup>

Ce parallélisme saisissant s'applique également aux personnalités et aux itinéraires des deux leaders nationaux sénégalais et marocain. Mehdi Ben Barka est issu d'une famille aux ressources modestes, mais qui ne peut être considérée comme très pauvre. La famille de Mamadou Dia est tout à fait dans le même cas. Les pères des deux leaders sont des lettrés, sans que l'on puisse les considérer comme des intellectuels. Ben Barka comme Dia disposent d'une double culture pour avoir fréquenté, tous les deux, l'école arabe coranique avant de joindre l'école française à l'âge de dix ans. Ils entament tous les deux, à l'âge de 20-22 ans, une carrière d'enseignant avant de la quitter pour la politique.

Dès leur prime jeunesse, ils sont attirés par la politique et s'inquiètent du sort réservé à leur nation. Ils payeront cher leur engagement précoce. Le jeune enseignant Mamadou Dia est muté de Saint-Louis, élue par les Français comme capitale pour sa position côtière et ses conditions climatiques clémentes, à l'intérieur du pays où le climat est rude et les conditions de vie difficiles. Le jeune professeur Mehdi Ben Barka est exilé de Rabat, choisi par les Français comme capitale du pays pour, partiellement, les mêmes raisons que celles concernant Saint-Louis : il est mis en résidence surveillée à l'intérieur du pays, au seuil du désert. Les deux hommes mettent à profit leur nouvelle situation pour parfaire leur formation politique et intellectuelle. Pendant cette période, les deux hommes lisent beaucoup et rédigent des monographies sur la société et l'économie, textes perdus dans les deux cas.

Socialistes radicaux sans être des marxistes orthodoxes, ils n'hésitent pas à affronter les partis communistes de leurs pays respectifs. Le gouvernement de Mamadou Dia dissout le Parti Africain de l'Indépendance de Majemout Diop. Ben Barka, président du Conseil National Consultatif (CNC), impose aux dirigeants du Parti Communiste Marocain (PCM) d'accepter sa dissolution par le gouvernement dirigé par ses amis politiques.

Mais les communistes marocains, comme beaucoup de communistes sénégalais, ne tiendront pas rigueur pour longtemps, à ces deux leaders, de leur position répressive. Ils les soutiendront quand viendra leur tour de subir la répression.<sup>25</sup>

Personnalité charismatique, Ben Barka est connu au Maroc comme militant de gauche courageux, intègre, intraitable sur les principes et pas du tout intéressé par le gain matériel et le lucre. Mamadou Dia a exactement la même image au Sénégal.

D'autres traits rapprochent les deux hommes. Fidèles à leurs origines sociales, ils se veulent des hommes du peuple et considèrent comme inefficace toute politique de développement qui ne mettrait pas au centre de ses projets les secteurs sociaux les plus défavorisés. Une fois devenus des personnalités

politiques de premier plan et confrontés aux défis et réalités complexes du sous-développement, ils s'inscrivent tous les deux en sciences économiques à Paris. Mais déjà leaders connus, reconnus et très sollicités, ils ne vont pas très loin dans leurs nouvelles études. Autoritaires mais adulés par les masses, ils dérangent leurs pairs par leur activisme, leur compétence, leur caractère tout aussi exigeant qu'envahissant, leur volonté de tout contrôler. Aussi, se crée-t-il des inimitiés aussi indéracinables que sourdes au sein des sphères dirigeantes de l'Etat et de leur propre parti. C'est, en grande partie, cette hostilité des élites qui les perdra.

Les deux leaders qui n'ont jamais été contestés par les leurs durant la lutte pour l'indépendance d'une façon qui aurait menacé leur carrière vont affronter progressivement des difficultés dès l'indépendance acquise. Leur échec politique tient en grande partie à une faiblesse partagée par les deux : leur incapacité à gérer le microcosme politique qui les entoure et qui décide, du moins en partie, de leur carrière politique. De fait, une bonne partie des élites politiques des deux sociétés ont progressivement changé de comportement et de priorités. A l'action engagée pour la libération du pays succède, une fois cet objectif atteint, une recherche d'améliorer leur situation sociale et matérielle. A l'inverse de leurs adversaires, Senghor et Hassan II, M. Dia comme M. Ben Barka s'adaptent mal à cette nouvelle donne, vu leur tempérament que nous qualifierons, faute de mieux, d'éthique anti-matérialiste. Ils dédaignent cette dimension de l'action sociale pourtant inévitable, comme le démontre la sociologie des organisations. Ils continuent, sur la lancée de l'action anti-colonialiste, comme si de rien n'était. Seule différence : l'objectif évolue légèrement dans leur esprit, la libération sociale prenant la place de la libération nationale.

Panafricanistes tous les deux, ils s'engagent en faveur de la révolution algérienne malgré les graves risques que représente pour leur carrière politique une telle prise de position. La France veille encore de très près. De même, les milieux colonialistes ont toujours pignon sur rue dans les deux pays ; ils sont aussi bien actifs qu'influents tant à Dakar qu'à Rabat.

L'un agnostique, l'autre musulman moderniste, mais tous les deux de fervents laïcs, ils tentent d'équilibrer la trop forte présence et influence occidentales en s'ouvrant sur les pays de l'Est. Mais nationalistes, ils s'efforcent, malgré les fortes contraintes de l'époque liées à la guerre froide, de sauvegarder l'indépendance et de leur parti et de leur pays.

Au niveau politico-sociétal, ils tentent de s'appuyer sur la jeunesse et les couches les plus défavorisées pour s'imposer à une société politique adulte et récemment enrichie. Celle-ci ayant l'essentiel du pouvoir entre ses mains risque de bloquer la mobilité sociale. Dès la fin des années cinquante, ce

problème se fait sentir tant au Maroc qu'au Sénégal et dans d'autres pays de l'Afrique occidentale comme la Côte-d'Ivoire.<sup>26</sup>

Si la similitude de l'itinéraire, des engagements et du destin des deux hommes est aussi frappante, leurs adversaires politiques, Léopold Sédar Senghor et le Roi Hassan II, ne manquent pas, non plus, de traits de ressemblance. Très fiers tous les deux de leur culture française, de leur maîtrise de la langue de Molière, ainsi que de leurs origines « aristocratiques »<sup>27</sup>, ils choisissent tous les deux, et dès leur accès au pouvoir suprême, le camp occidental. Attirés également par le général de Gaulle, ils essayent, après le retour de celui-ci aux affaires en 1958 et la réalisation des réformes institutionnelles de la Cinquième République, d'appliquer une version autoritaire de cette dernière, une version fortement personnalisée et pas toujours respectueuse du droit.

Senghor et Hassan II commencent à se méfier de leurs futurs adversaires, objets de la présente étude, dès l'accès des deux pays à l'indépendance. Ces hommes de parti qu'ils considèrent comme trop populistes et trop ambitieux les inquiètent et les agacent par leur charisme et leur indépendance d'esprit. Ces deux hommes sont perçus comme *intraitables*, car ils ont appris pendant la lutte pour l'indépendance à défendre bec et ongles leurs idées et à faire passer celles-ci avant les impératifs personnels d'une carrière politique.

### **Dia et Ben Barka : deux leaders au caractère et au destin comparables**

Mamadou Dia est né à Khombole en 1911, une petite localité dans la région de Bambey. Il travaille comme enseignant avant de s'engager en politique durant les années quarante. Intellectuel *à la française*, il se distingue d'une bonne partie de ceux qui l'ont côtoyé et/ou combattu par sa conviction de la consubstantialité de l'éthique et du politique. Pour lui, l'éthique n'est pas un vain mot, un « vacuum formarum » dans le sens leibnizien du terme : autrement dit, quelque chose qui pourrait exister, mais qui n'existe pas. Dans son esprit, la politique n'est point réductible à l'action menée pour le contrôle de l'appareil d'Etat ou pour s'y maintenir. Quand il évoque la politique en tant que pratique sociétale, il lui donne souvent un sens négatif.<sup>28</sup>

Chef du gouvernement, il se montre peu compréhensif quant aux intérêts immédiats de l'élite politique et des classes moyennes (son projet d'« emprunt national » vise à leur faire payer, en grande partie, *le Plan du développement économique et social*). Il se coupe ainsi de la branche sur laquelle s'appuie son régime, sinon l'Etat sénégalais post-colonial lui-même. Car l'essentiel de la population rurale qui forme la majorité du pays vit encore dans le cadre d'institutions pré-associatives qui ont des relations assez lâches

avec l'Etat.<sup>29</sup> Mais Dia, qui est né parmi les paysans et les exclus, veut à tout prix leur rester fidèle. Tout en sentant le danger venir, il ne recule pas, car les lignes rouges de sa politique semblent plutôt d'ordre éthique qu'idéologique.

Mehdi Ben Barka est né en 1918 dans un quartier populaire de Rabat. Il s'engage en politique dès l'âge de seize ans. Comme Mamadou Dia, il est l'un de ces hommes qui savent dire non dès qu'ils le jugent éthiquement nécessaire. Ils peuvent le faire nonobstant les intérêts du moment et/ou de carrière. Les deux personnalités ont été tellement marquées par leur longue opposition à un système *injuste* (l'un de l'intérieur, l'autre de l'extérieur) qu'elles ont fini par considérer leur travail politique comme un sacerdoce, ce qui implique : don de soi, mais également penchants autoritaires marqués. Une autre ressemblance entre les deux personnages, c'est leur énergie débordante et leur sens de l'organisation : aussi bien Mamadou Dia que Ben Barka sont dotés de talents exceptionnels dans le domaine de l'organisation. Ainsi, dès le début de leur carrière politique, Dia est secrétaire général à l'organisation de son parti et Ben Barka secrétaire à l'organisation de l'Istiqlal. C'est cette qualité qui a fait d'eux dans la décennie qui va grosso modo de 1946 à 1956-57 des leaders irremplaçables, même si ni l'un ni l'autre n'étaient numéro un de leur parti.

Mamadou Dia a écrit lui-même sa biographie. Afin d'éviter les redites, nous ne nous sommes pas attardés dans notre travail de thèse sur son enfance et sa prime jeunesse, ni sur les éléments personnels et familiaux, sauf quand la cohérence du propos l'exigeait ou quand Dia omet, ou oublie, certains éléments importants pour sa biographie politique. Cela ne veut pas dire que tous les faits évoqués par l'autobiographe seront considérés comme épuisés, car ni notre perspective (historienne), ni notre objectif (académique) ne peuvent se confondre avec ceux de l'autobiographe.

Dia est reçu premier de l'Afrique Occidentale Française lors du concours d'entrée à William Ponty en 1927. Et, comme le rappelle Marianne Cornevin, il sera l'un des tout premiers écrivains, dans les disciplines politique et économique, de l'Afrique francophone.<sup>30</sup> Ben Barka est le premier Marocain à obtenir le baccalauréat en mathématiques spéciales et il sera également le premier à obtenir une licence en math-physique, et le premier Marocain à enseigner une matière scientifique au Lycée Goureau de Rabat.

Durant les quinze années qui englobent la libération de l'Afrique (1958-1973), une bonne dizaine de leaders-phares<sup>31</sup> de l'indépendance des trois continents du sud tombent victimes du néocolonialisme et/ou de la violence politique endogène. Dia et Ben Barka font partie de ce groupe. Tués ou évincés, ils représentent pour plusieurs générations d'Africains une sorte d'*élite du cœur*. Car ces leaders sont perçus comme des martyrs de l'indépendance et

de la liberté. On oublie souvent de citer parmi eux M. Dia, car son *tombéur* n'est autre que Senghor. L'image positive dont jouit celui-ci au niveau international et la propagande intelligente et efficace qu'entretient pendant longtemps son régime à propos des événements de décembre 1962 embrouillent le statut de Dia en tant que victime de la contre-offensive néocoloniale des années soixante et soixante-dix. Ainsi, Senghor réussit à éviter à entrer en Histoire comme celui qui organise le premier coup d'Etat en Afrique subsaharienne.

A l'opposé, la mort de Ben Barka a occulté sa vie. Si on se limite à la langue française, plus de vingt-cinq livres ont été consacrés à *L'Affaire Ben Barka*, mais aucune biographie n'était publiée avant 1996.

Un trait de caractère qui rapproche Mamadou Dia et Mehdi Ben Barka, c'est la transparence de leur *pensée d'action*. L'ancien président du Conseil sénégalais est un homme qui avance à visage découvert, qui réfléchit à haute voix, qui essaie de son mieux d'accorder sa parole avec son action présente et à venir. Or le discours idéologique ordinaire sert plus souvent à masquer qu'à expliciter les intentions du gestionnaire politique.

Relatant l'une des péripéties de tension entre le gouvernement Dia et les députés, l'analyste-chroniqueur de la Représentation diplomatique française à Dakar note, en juin 1961, que l'Assemblée vient d'adopter une loi fixant les indemnités des députés; il ajoute aussitôt : « on se souvient qu'une première édition, à peine différente, votée à la sauvette, avait provoqué voici quatre mois de très sérieux remous. » De fait, Dia avait refusé que les élus de la nation décident du montant de leurs propres indemnités.

Ce passage résume d'une certaine façon les choix socio économiques du gouvernement Dia tout en révélant le genre de problèmes qu'il rencontre : le refus des élites de payer le prix de l'indépendance et du développement, ou du moins c'est ainsi que Dia interprète leur réaction, et pas seulement à cette occasion. Le même document fait remarquer que l'Assemblée est devenue moins docile depuis quelque temps. Les députés interrogent et critiquent parfois les ministres, chose moins courante auparavant. Y a-t-il une relation de cause à effet ? Il s'agit, sans doute, de faire pression sur Dia et Peytavin, son ministre des Finances. Mais pour lui, il est hors de question que sa rigueur budgétaire ne soit payée également par les *nantis*.

En agissant de la sorte, Dia sait qu'il met en jeu la survie politique de son gouvernement, voire la sienne propre. Mais le président du Conseil fait souvent l'indifférent quand ses intérêts personnels sont mis en cause, mais se cabre terriblement quand il juge que sa dignité est outragée, celle-ci se confondant dans son esprit avec celle de la nation.

Par certains côtés, Dia comme Ben Barka sont de piètres politiciens. Ils ne sont pas capables de la patience toujours nécessaire en politique. Leur gestion du temps laisse à désirer ; elle est parfois catastrophique.

Concernant plus particulièrement Dia, l'art des intrigues et cabales, des larmes et sourires feints, des faux-semblants, des faux-fuyants et demi-vérités, ce n'est pas son fort. Pourtant, ces « qualités » contribuent grandement à transformer le simple dirigeant en chef *irremplaçable*. Senghor, son mentor puis rival, est incontestablement mieux loti sur ce plan.

Cela dit, Dia jouit de qualités considérées comme nécessaires à l'action étatique, mais il ne veut pas que son projet pour le Sénégal soit battu en brèche par son propre gouvernement, sous prétexte de prudence.

Ainsi, en ce début des années soixante, et malgré sa prudence sur le plan des relations extérieures, Dia est décidé à diversifier les rapports du Sénégal avec le monde et à exprimer sa solidarité avec les peuples encore sous tutelle coloniale, tout en marquant l'indépendance du Sénégal, Etat souverain, vis-à-vis de la France. Ainsi, c'est par prudence qu'il se serait opposé à l'annexion de la Gambie malgré une note de l'ambassadeur du Sénégal à Londres, Léon Boissier-Palun, préconisant une telle entreprise. Selon Dia, le président Senghor aussi bien que Valdiodio Ndiaye (ministre de l'Intérieur) y étaient favorables.<sup>32</sup>

Sa volonté d'indépendance à l'égard de l'ancienne puissance tutrice, Mamadou Dia n'hésite pas à l'affirmer, dès son investiture, en tant que président du Conseil du Sénégal souverain, sur un sujet d'une sensibilité extrême pour la France : le droit de l'Algérie à la liberté.

Développement et justice sociale sur le plan intérieur, indépendance et solidarité avec les pays du Sud sur le plan extérieur sont les maîtres mots du projet social diaïste. Son incapacité à neutraliser le pouvoir de nuisance des forces qui s'y opposent se trouve à l'origine de son échec politique.

Cette répulsion pour les pratiques *politiciennes*, même si elle est moins marquée chez Mehdi Ben Barka, semble représenter bel et bien un des traits de son tempérament politique. En tout cas, c'est l'image que garde de lui beaucoup de militants de gauche,<sup>33</sup> et ce, d'autant que, pour celui-ci, la politique n'est nullement une gérance au quotidien des affaires, grandes et petites, du microcosme élitare. Pourtant, cet aspect du politique, souvent minimisé par les études politiques, se révèle parfois déterminant pour la carrière des leaders, sinon pour le destin de toute une force politique. Cette incapacité à gérer l'élite qui concentre entre ses mains les circuits et le processus décisionnels est également remarquable chez les deux hommes, objet de cette étude. Le caractère décisif de cette dimension est surtout vrai pour les sociétés politiques en constitution, où la modernité étatique est récente et où le pouvoir politique est la ressource stratégique par excellence. Mamadou Dia, en fixant son

regard sur l'essentiel et le long terme - une société développée, un Etat républicain, une nation prospère faite de citoyens libres et égaux -, a négligé le côté « mesquin », le côté « coulisses » de la politique. Il a insuffisamment pris en compte le fait que les objectifs stratégiques ne peuvent être atteints que par des actes tactiques pris au quotidien et qui semblent parfois détourner des buts essentiels. En somme, l'ancien président du Conseil semble avoir minimisé le côté politicien de la politique, son mal nécessaire dans tout régime démocratique. Dia laisse entendre dans ses mémoires que sa longue expérience politique n'altère pas la « pureté » d'âme du paysan, le tempérament chevaleresque et frondeur de ses ancêtres peulh.<sup>33</sup> Un tel caractère s'accommode mal d'une société politique dominée par le groupe wolof, au tempérament plus conciliant et dont l'approche de la vie semble plus pragmatique, plus situationniste, la forme comptant au moins autant que le fond, notamment en matière relationnelle (*Ku Yaru Falu*).<sup>34</sup>

Ben Barka, tout comme Mamadou Dia, est connu par son désintéret pour l'argent et le confort matériel. Ainsi, à sa sortie de prison en 1946, il préfère se consacrer à l'action militante, moyennant une maigre indemnité versée par l'Istiqlal, que reprendre son travail de professeur. A partir de cette année et jusqu'à son arrestation début 1951, il vivra fort modestement. Malgré son rôle et son audience, Ben Barka évite parfois de se manifester au grand jour ou ne le fait que par à-coups, ce qui fait de lui un homme de l'ombre autant qu'il est un homme public. Ainsi, peu de personnes sont au courant que Mehdi Ben Barka est au centre des négociations entre le gouvernement provisoire algérien et le gouvernement de Gaulle, négociations qui aboutissent à la reconnaissance de l'indépendance algérienne. A Evian, non loin de Genève, en avril 1961, les journalistes apprennent que la conférence de presse tenue par les dirigeants du FLN sera organisée, pour des raisons de sécurité, via un écran de cinéma. La salle est pleine à craquer de journalistes accourus de partout dans le monde. C'est la première déclaration de la partie algérienne. La surprise est grande quand Krim Belkacem, le premier apparu sur le grand écran, annonce : « chers frères, Mehdi Ben Barka vous parle ! ». Un journaliste présent raconte : « Qu'on imagine la réaction des correspondants de la presse internationale... j'ai vu certains journalistes quitter leur siège, avant même que Ben Barka ne commence son intervention, afin de télégraphier, les premiers, l'information ... »<sup>36</sup>

Sa vie est un galop effréné, une course irraisonnée contre le temps. Pourtant, à part l'indépendance du Maroc, il n'achèvera aucune des grandes tâches qu'il s'est fixées. Ni l'Etat moderne, ni la société développée, ni le parti révolutionnaire, ni l'unité du tiers-monde, à quoi il s'attache dans les dernières années de sa vie, ne verront le jour.



Mais ses exploits politiques marquent les esprits. Ainsi, après une très longue absence du Maroc, il est élu en mai 1963, avec 90 pour cent des voix, dans le quartier Yaâkoub Al-Mansour de Rabat. C'est dans l'un de ses meetings électoraux qu'il s'écrie, visant Hassan II, devant la foule qui l'ovationne : « La khoudouâ wala rekouâ baâda alyaoum ! Aîydou ! » :

« Dorénavant, plus de soumission, plus d'échine courbée ! Répétez ! »

Un simple charbonnier que Ben Barka soutient dans la capitale obtient également près de 90 pour cent des suffrages et défait un ministre de Hassan II. Pourtant, ce triomphe électoral n'est que le chant du cygne de sa carrière politique nationale. C'est dire dans quel mépris les gouvernants post-indépendants tiennent l'institution électorale !

Comme Dia, Ben Barka est connu aussi pour ne pas avoir sa langue dans sa poche. C'est ce qui lui attire, entre autres, l'hostilité du Palais, et notamment celle de Hassan II : lors des négociations avec Mohammed V en vue de la formation du gouvernement Abdellah Ibrahim fin 1958, Ben Barka déclare aux journalistes, « en off », que le Maroc est menacé par un coup d'Etat que prépare la prince héritier Hassan.<sup>37</sup>

A la différence de Dia, Ben Barka est un très bon orateur. Il use de mots qui vont droit au cœur des Marocains. Ses expressions et exclamations frappent l'esprit des militants. « Nous le considérons comme un prophète », m'affirme, plein d'émotion, un ancien de l'UNFP.<sup>38</sup> C'est pourquoi on lui donne plus de pouvoir qu'il n'en a en vérité.

Quand, au milieu des années 1950, l'Istiqlal refuse de financer les projets militaires de Abbès Messaâdi, celui-ci en veut avant tout à Ben Barka. Alors qu'il est loin de contrôler les finances du Parti de l'Istiqlal., Ben Barka est considéré comme le premier responsable du parti. Aussi, lorsque vient pour la France le moment de chercher des interlocuteurs, un grand journal de New York conseille-t-il à Paris : « si la France veut préserver ses intérêts essentiels au Maroc, il faut qu'elle prenne contact très vite avec Ben Barka. »<sup>39</sup> Cette propension naturelle au leadership finit par faire croire à beaucoup de monde que Ben Barka décide de tout et pour tout, ce qui en définitive, contribue à lui donner un poids et une autorité politiques exceptionnels.

Ainsi, malgré la collégialité qui régit l'UNFP (Ben Barka n'en est ni le président, ni le porte-parole officiel), quand le régime marocain décide de détendre ses relations avec la gauche, il cherche avant tout à entrer en contact avec Ben Barka. Pourtant, celui-ci, en exil à l'étranger, ne cesse d'affirmer que ses camarades du Secrétariat général peuvent trancher pour le parti et qu'il se conformera à leurs décisions.

Une bonne partie des dirigeants qui l'entourent le craignent ou le jalouse, mais la masse, les militants de base, l'adulent pour sa modestie et son charisme. Il sait se mettre au niveau de monsieur-Tout-le-monde. Il sait parler au paysan de la Chaouia comme au petit bourgeois de Fès. Son charisme mais aussi son autoritarisme tendent à marginaliser, sans que ce soit nécessairement à dessein, ses collègues au sein de la direction du parti. Cette réalité a beaucoup joué dans la paralysie de l'UNFP.

Comme Dia, ses réactions aux événements, parfois impulsives et sans concertation avec la direction du parti, le font passer pour un « individualiste » qui utilise le « médiatique » pour s'imposer directement au niveau populaire. C'est avec la masse des militants, et plus particulièrement les jeunes intellectuels, que Ben Barka se sent le plus à l'aise. Il aime refaire le monde avec eux, leur apprendre la vie de militant : comment lire le « journal » sans y passer la journée, comment rédiger un communiqué, voire comment préparer tel ou tel plat. « Il pensait à tout quand il était avec nous. A la fin de chaque rencontre, il insistait pour qu'il y ait un moment de distraction. Une séance d'histoires drôles ou toute autre forme de détente était proposée »,<sup>40</sup> affirme Mohammed Baroudi, un de ses jeunes partisans.

Ben Barka avait l'esprit assez souple et le caractère plutôt agréable, bien qu'il lui arrivât de se mettre en colère. Le *fqih* Mokhtar Soussi, qui n'était pas toujours politiquement d'accord avec Ben Barka, lui dit un jour, durant leur séjour en prison, au début des années 1950 : « je te verrais bien ministre des Affaires étrangères : tu es la personne la plus apte à rencontrer chacun avec l'humeur qui convient. »<sup>41</sup>

Lorsque le gouvernement de Pierre Mendès France décide d'esquisser une ouverture en direction des nationalistes marocains, il nomme, à cet effet, en mai 1954, Francis Lacoste, comme résident général. Celui-ci demande au général Miquel de rendre visite aux prisonniers d'Aghbalou Nkerdous. Il sollicite essentiellement un long entretien avec Ben Barka,<sup>42</sup> alors que le camp compte une quarantaine de dirigeants nationalistes, dont plusieurs font figure de vétérans. De même, le général Juin considère Ben Barka comme le chef de file des nationalistes du Conseil du gouvernement, alors qu'il n'en est même pas membre. C'est ce qu'il lui vaut d'être le premier dirigeant de l'Istiqlal à être envoyé en exil au début des années 1950.

Ben Barka n'est pas un homme de positions, mais pour certains de ses amis et adversaires, il ne semble pas avoir été assez *souple* pour négocier sur les principes. Ainsi, lorsqu'éclatait la « Guerre des sables » entre le Maroc et l'Algérie, en octobre 1963, il n'hésita pas, alors que la majorité des dirigeants de son propre parti se rangeait derrière Hassan II et l'armée royale, à qualifier

l'affrontement « d'agression traîtresse contre la révolution algérienne ». Sa popularité en pâtit. De même, sa liberté de ton, comme ses liens avec Pékin et Che Guevara, lui fermaient des portes à Moscou, mais il ne paraissait pas s'en soucier outre mesure.

Comme pour Ben Barka, les jugements sur Mamadou Dia sont souvent contrastés. Pour certains, c'est un idéaliste invétéré, pour d'autres, son volontarisme ne se départ jamais d'un sens pratique aigu. Ainsi, pour Philippe Gaillard, Dia ne s'est jamais défait de « son idéalisme pour devenir un homme d'Etat. Aujourd'hui encore (1986), il est convaincu que les structures coopératives et autogestionnaires inspirées des exemples chinois et yougoslave qu'il voulait donner au Sénégal auraient permis à son pays de sortir du sous-développement et de la dépendance économique. Le qualifiant de « janséniste musulman », Gaillard ajoute que Mamadou Dia croit toujours « qu'il aurait pu imposer à ses compatriotes l'absolue rigueur morale qui est la sienne ».<sup>43</sup>

Philippe Decraene décrit, quant à lui, Dia dans les termes suivants : « influencé par le marxisme, ce progressiste réformiste, dont la tolérance et la modération, reconnues par tous, ont marqué les écrits, s'est toujours affirmé comme un partisan déterminé de la planification en matière de développement. » Il le qualifie de « marxiste humaniste », « discret », « froid », « volontairement effacé », « médiocre orateur » et « très lié au professeur François Perroux ».<sup>44</sup> Dia se reconnaît lui-même comme « marxiste mais sans l'athéisme ».<sup>45</sup>

La notice biographique de l'AFP consacrée à Dia le présente comme « esprit réaliste et modéré, (...) spécialiste des questions économiques, il envisage les problèmes politiques en fonction des réalités pratiques. Il est notamment l'auteur d'un plan de développement économique à long terme du Sénégal ».<sup>46</sup>

De fait, Dia est doté d'une personnalité riche et complexe et c'est cela qui déroute, du moins en partie, certains observateurs. Idéaliste sur le plan de l'éthique personnelle, il est adepte du réalisme politique ; profondément attaché à la morale religieuse, il est laïciste sur le plan politique ; musulman ardent, il est autant fasciné par le christianisme social militant<sup>47</sup> qu'offensé par « l'affairisme » et la « vénalité » de certains marabouts. Certes, sa relative austérité peut faire penser à un certain jansénisme islamique, mais ce dernier se manifeste chez lui sans pédanterie aucune. Car, pour Dia, l'austérité – qui s'impose à l'élite d'Etat – n'est pas une fin en soi, mais une nécessité qu'ordonne l'éthique du développement et la rareté des ressources. L'Etat doit faire preuve d'économie de moyens quant à son train de vie et de modestie dans son protocole et ses manifestations formelles à la société. En revanche,

volontariste, l'Etat doit être omniprésent, et au premier plan, dans les domaines économique et social et partout où l'avenir de la nation l'exige. Il en va du succès du projet historique de sortie du sous-développement. Toutefois, l'Etat devrait prendre garde à ne pas brider la créativité sociale par un interventionnisme à tout propos.

Le socialisme autogestionnaire a la préférence de Dia. Mais, autoritaire et pressé, il pense que si les acteurs sociaux se montraient par trop timorés, l'Etat devrait assumer ses responsabilités. C'est ce que le gouvernement Dia fait, au tout début des années 1960, en imposant peu ou prou les coopératives agricoles.<sup>48</sup>

Adeptes du socialisme coopératif, Dia est l'un des tout premiers Africains à écrire sur les coopératives agricoles. En 1953, il publie un livre consacré au mouvement coopératif sur le continent noir. Il y voit un outil de développement sans égal, « une arme de libération économique » et sociale potentiellement plus efficace que « toute autre forme de lutte émancipatrice, y compris le syndicalisme ».<sup>49</sup>

Sur le plan idéal, la pensée de Dia n'est pas dépourvue de messianisme doublé d'un certain *juvénilisme* (au sens idéologique de ce terme) qui va se renforçant avec l'âge de l'auteur.<sup>50</sup>

Parmi les ressemblances de caractère entre les deux hommes : un certain franc-parler qui leur est assez propre :

Mamadou Dia n'hésite pas souvent à dire la vérité contre son propre camp. Ainsi Gabriel Lisette, un des leaders du RDA (organisation rivale de celle de Dia), témoigne :

Mamadou Dia (...) un des leaders du mouvement des Indépendants d'outre-mer (I.O.M.) avait au congrès des IOM de Bobo Dioulasso (13-15 février 1953) porté ce jugement : « Le mouvement des IOM n'est pas à proprement parler un rassemblement populaire, mais un effort de coordination des partis, un effort d'intégration par le sommet. De ce point de vue, il constitue un recul sur le RDA., qui édifie toute sa structure sur les masses populaires ».<sup>51</sup>

De même, comme le fait remarquer T. L. Muitubile, Mamadou Dia assume les responsabilités de ses décisions.<sup>52</sup> Ainsi, il écrit dans *Afrique, le prix de la liberté* :

un homme politique n'est pas un saint (...). Quand on est un homme de gouvernement et qu'on a comme principe d'obéir à la raison d'Etat, on a toujours plus ou moins les mains sales (...). Ma police a parfois arrêté et malmené des individus parmi lesquels se trouvaient des patriotes.

D'ailleurs, cette dernière phrase tend à prouver que M. Dia est avant tout un nationaliste puisqu'il laisse transparaître, presque par inadvertance, que, pour

lui, la valeur suprême est le patriotisme. Il tente de se rattraper dans le même passage :

C'est l'inconvénient de toute répression. Il n'y a pas, hélas, de répression sélective ou intelligente ; c'est la nature d'une répression d'être aveugle et stupide.<sup>53</sup>

Aussi, concernant son propre procès dont l'iniquité et la nature politique sont reconnues par tous les observateurs neutres (et qui seront reconnues plus tard par les adversaires de Dia eux-mêmes), celui-ci ne cherche-t-il pas à enfoncer le clou ; il ne dramatise pas. Au contraire, il relate objectivement les aspects positifs du procès : « le magistrat sénégalais qui présidait le procès a respecté les droits de la défense. Les avocats ont pu parler librement, et les accusés que nous étions, avons pu également nous exprimer librement. »<sup>54</sup>

Dans un autre registre, Ben Barka, qui est tout aussi fervent adepte du « dire vrai » que Dia, répond, lors d'un meeting électoral qu'il préside à Marrakech en 1963, à un militant qui lui demande comment l'UNFP participe aux élections alors qu'elle avait fait campagne contre la Constitution « octroyée » : « Eh bien ! Nous voulons faire comme ce gaillard qui se saoule bien avant d'aller provoquer le désordre dans la fête de mariage de son adversaire. »<sup>55</sup> Autrement dit, il s'agit d'appliquer la vieille tactique léniniste : participer aux institutions élues de l'ennemi de classe afin de les saboter. D'ailleurs, l'une des phrases de Ben Barka est devenue quasiment un adage politique de l'opposition au Maroc : « la seule vraie politique est la politique du vrai »<sup>56</sup>

### **Des différences**

Le parallélisme que nous avons évoqué plus haut ne signifie nullement une similitude sur tous les plans entre les deux pays et les deux personnalités, objet de l'étude.

Le Sénégal et le Maroc sont tous les deux très majoritairement musulmans, mais le premier est négro-africain, le second arabo-berbère. Le Sénégal est l'un des tout premiers pays africains occupés par la France (à partir de 1659), le Maroc le dernier (1912). Le Maroc représente l'un des Etats-nations les plus anciens en Afrique avec l'Egypte et l'Ethiopie, le Sénégal, malgré une expérience politique précoloniale très riche, ne s'est constitué en tant qu'Etat unitaire et au sein des frontières actuelles que durant la seconde moitié du XIXe siècle.

Le Sénégal indépendant a connu, incontestablement, l'un des régimes autoritaires les plus « doux » en Afrique, le Maroc l'un des plus durs. A l'imaginaire politique marocain fortement imprégné de « makhzénisme »<sup>57</sup> s'oppose une culture politique sénégalaise profondément marquée

d'universalisme démocratique. Plusieurs gouverneurs de l'AOF et du Sénégal, aux convictions républicaines et universalistes, ont tenté de faire de ce pays un cas exemplaire de la politique dite d'assimilation. Lyautey, conservateur convaincu et père fondateur du Maroc colonial, a tout fait pour préserver le Maroc des influences *malsaines* de la modernité politique et sociale. Il a vécu son entreprise marocaine comme une revanche sur le républicanisme métropolitain qui l'insupportait, d'autant plus qu'il avait atteint son apogée durant l'âge mur du maréchal. Romantique dans l'âme, le maréchal a vu dans les élites traditionnelles de l'empire chérifien une aristocratie de valeur dont il fallait à tout prix sauvegarder la dignité politique et le prestige social. Pour lui, l'exemple à ne pas suivre c'était l'Algérie et son administration directe. A la suite de C.-A. Julien et de D. Rivet, l'historien P. Vermeren résume l'esthétique politique du maréchal en deux phrases : « ...Lyautey s'attache à restaurer le Trône alaouite dans sa splendeur passée. Fasciné par cette monarchie surgie du fond des âges et épargnée par la modernité, ce conservateur esthète veut rétablir la pompe du Sultanat. »<sup>58</sup> Il faudrait rappeler que c'est Lyautey qui a fait interdire l'affichage de la Déclaration française des droits de l'Homme et du citoyen dans les locaux administratifs au Maroc. Les choix politiques de Lyautey auront des conséquences de longue durée. Une fois le Maroc indépendant, le régime sultanien retrouve non seulement le pouvoir et le prestige dont il jouissait avant l'arrivée des Français, mais renforce son emprise matérielle sur la société du fait des techniques modernes introduites par ceux-ci. Ainsi, la brève existence du Protectorat, marquée par une acculturation minimale, ne change quasiment rien au statut de sujet du Marocain.

A l'opposé, la France avait accordé dès le XIXe siècle la citoyenneté française, et les droits politiques qui y sont attachés, aux habitants de Saint-Louis, Gorée, Dakar et Rufisque.<sup>59</sup> Ainsi, les résidents permanents de ces quatre communes, toutes races confondues, ont pu élire des représentants au sein du Parlement français, en plus des institutions locales. Ce fait n'est aucunement un détail anecdotique. Il s'est enraciné profondément au sein du fond culturel commun. Ainsi, les élites sénégalaises désireuses de faire carrière dans la sphère politique, que ce soit pour des motivations idéologiques ou matérielles, ne peuvent imaginer d'autres voies plus efficaces que le soutien venant de la base, du peuple. Au Maroc, même des acteurs politiques et sociaux *progressistes* restent inconsciemment prisonniers du schéma mental makhzénien et attendent souvent une approbation venant d'en haut.

De même, il ne manque pas de dissemblances entre les itinéraires personnel et politique de Dia et Ben Barka. Si celui-ci fut enlevé, horriblement torturé et assassiné à Paris, il y a cinquante ans, alors qu'il était encore dans la force de l'âge, le leader sénégalais a pu quitter la prison après douze ans de détention

dans des conditions acceptables. Il a pu reprendre son action politique au sein de l'opposition de gauche. Il fut considéré pendant longtemps comme le doyen de la classe politique sénégalaise. Mais le parti dont il fut l'architecte et l'un des principaux leaders était devenu exclusivement le parti de son rival et « tombeur », Léopold Sédar Senghor. Malgré tout, il a publiquement « pardonné » à Senghor tout en réaffirmant que « si c'était à refaire, je ferais exactement ce que j'ai fait... la seule chose qui compte pour moi, c'est l'éthique, l'éthique, l'éthique ».<sup>60</sup>

Il faudrait rappeler aussi que l'opposition au régime du poète-président s'est peu réclamée de Mamadou Dia. Au contraire, l'assassinat de Ben Barka par Oufkir, le bras armé du régime, laissera de profondes blessures dont souffre toujours la société politique marocaine. L'un des leaders de l'UNFP déclare un jour que « la dépouille mortelle de Mehdi sera à jamais entre nous et le régime ».<sup>61</sup> De fait, Ben Barka fut aussi gênant mort que vivant. Une bonne partie de l'opposition marocaine de gauche se réclame toujours de lui, plusieurs décennies après sa disparition. Les révélations faites il y a une quinzaine d'années par Ahmed Boukhari, un ancien agent des services secrets (Cab 1), sur les conditions tragiques de la disparition du leader socialiste,<sup>62</sup> représentent l'événement politique le plus important de l'année politique marocaine 2000-2001.

La différence entre le sort de Ben Barka et le destin du président Mamadou Dia symbolise, en quelque sorte, les différences entre les régimes Senghor et Hassan II et les mœurs politiques de leurs élites. A la violence répressive avec laquelle le régime royal affronte l'opposition de gauche, celle-ci a longtemps opposé une violence symbolique en qualifiant, souvent, le pouvoir d'assassin et en faisant de Ben Barka son maître à penser et son leader incontesté, plus encore après sa mort que durant sa courte vie.

## Notes

1. Comme la majorité des participants à l'Atelier susmentionné étaient des sociologues, nous y insistions sur le fait que le travail de l'historien politique ne vise pas à proposer des explications généralisables. Car si les structures des sociétés humaines comportent bien des points communs invariables, et de ce fait les tendances générales de l'évolution sociale peuvent être prévisibles, les événements historiques, même les plus importants comme les révolutions, comportent des facteurs d'incertitude trop nombreux. De même, le hasard joue un rôle beaucoup plus important en histoire qu'en sociologie. Ben Barka aurait pu, par exemple, échapper à ses kidnappeurs et son adversaire Hassan II aurait pu être renversé lors des multiples tentatives révolutionnaires et/ou militaires et cela aurait ouvert la voie à d'autres possibles dans l'histoire politique du Maroc.

2. Mamadou Dia - Mehdi Ben Barka. *Étude comparative de l'évolution politique du Sénégal et du Maroc à travers la vie, l'action et les idées des deux leaders africains 1945-1965*. Thèse d'Etat ès Lettres, option Histoire, soutenue par Maâti Monjib à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar le 21 juillet 2005.
3. L'historien comparatiste américain G. Fredrickson fait remarquer que la « comparative history does not really exist yet as an established field within history or even as well-defined method of studying history (...) it does not possess a self-conscious community of inquirers who are aware of each other's work and build on it or react critically to it ». Cf. George M. Fredrickson, *Comparative imagination: on the History of Racism, Nationalism, and Social Movements*, Berkeley & LA, CA, The University of California Press, 1997, p. 24.
4. Nous suivons Léon Dion dans sa définition de l'intellectuel comme quelqu'un qui, au-delà de ses compétences reconnues dans un « domaine d'esprit » et son aptitude à manier les idées générales, fait preuve d'une « intégrité personnelle indiscutée même par tous ceux qui désapprouvent ses idées et ses prises de position; (d'une) totale indépendance d'esprit vis-à-vis de tous les pouvoirs, y compris (...) l'opinion publique; (d'une) aptitude à s'émouvoir, à se passionner pour une cause tout en respectant les bornes de la rationalité (...) ». Cf. son ouvrage : *Québec 1945-2000. Les intellectuels et le temps de Duplessis*, tome II), Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1993.
5. Il nous semble nécessaire, afin de mieux saisir le sens de la citation susmentionnée, de reproduire ici une partie du paragraphe qui la précède : « ... At its furthest imaginable reach, the jurisdiction of intellectual history extends to all the events that happen in human minds: acts of will, desire, memory... In such a schema the rest of history would study only action in its narrowest sense: the physical behavior of rulers and warriors, workers (...) But since all such behavior is to some degree mind-initiated and mind-controlled, even the most orthodox varieties of political history become inescapably involved in the reconstruction of mental activity. In practice, the intellectual historian tends to limit himself to a particular kind of mental activity. He traces the development of the general ideas, beliefs, and values that underline action in given times and places. » W. Warren Wagar, *World Views: A study in comparative history*, Hinsdale, IL, EU, Dryden press, 1977, p. 2.
6. Wagar...*op. cit.*, p. 3.
7. Wagar...*op. cit.*, p. 9.
8. John Huizinga, in Fritz R. Stern (ed.), *The Varieties of History : From Voltaire to the Present*, NY, Vintage, 1973, p. 291.
9. James J. Sheehan, American Historical Association, *From the President*, column of the December 2005 Perspectives: <http://www.historians.org/perspectives/issues/2005/0512pre1>.



10. L'Université-mosquée d'Al-Qarawiyyin (ou la Qaraouiyyine) à Fez (Maroc), est fondée en 859, celle de Cordoba au début du dixième siècle, le collège-mosquée d'Al-Azhar au Caire en 972, les premières universités françaises voient le jour à Paris et Montpellier aux XII et XIII siècles.
11. Au milieu des années 1940, l'AOF comprenait moins de dix villes de plus de vingt-cinq mille habitants : Grand Bassam, Bamako, Saint-Louis, Dakar, Thiès, Kaolack, Rufisque.
12. Gunther, John, *Inside Africa*, New York, Harper and Brothers, 1953, p. 873. Deux pages plus haut, il écrit à propos de l'AOF: « For 17,000,000 people there are only thirty-six secondary schools; in one territory exactly seven Africans have had a college education. On the other hand school enrolment – I am quoting an official source – « increased by fifty-six per cent from 1946 to 1951 and by another ten per cent the following year », and let it be said proudly that Dakar has an actual university (founded in 1950), which is something that Kenya and Northern Rhodesia do not have.»
13. *Situation politique, économique et sociale de l'AOF*, rapport produit par le Haut-Commissariat de l'AOF (Gouvernement Général, Dakar), daté du 15 mai 1956, à l'intention du Ministère de la France d'outre-mer, vol. 11, carton V, Série Afrique-Levant, Sous-Série AOF 1952-1959, pp. 16-17, Paris, Archives diplomatiques du Quai d'Orsay.
14. *Ibid.*, p. 16.
15. *Ibid.*, p. 18.
16. Nous utilisons ici le concept « islam moderniste » dans son sens le plus général, autrement dit celui qui indique une vision de la spiritualité où le croyant est en rapport direct avec la divinité. C'est par conséquent un islam qui fait peu de place aux marabouts.
17. IOM ou Indépendants d'Outre-Mer : groupe de députés fondé par L. S. Senghor, rival de Houphouët-Boigny, leader du RDA.
18. *Situation...op. cit.*, p. 23-25.
19. *Ibid.*, pp. 26 et 37.
20. *Ibid.*, pp. 28 et 30.
21. *Ibid.*, p. 30.
22. Le leader du PDS et futur président de la République reconnaîtra longtemps après la fondation de son parti que c'est Senghor, lors d'une rencontre entre les deux hommes à Mogadiscio en 1969, qui lui conseille d'opter (en fait lui impose) l'idéologie libérale.
23. Si, sous la pression de l'aile radicale menée par Omar Benjelloun, l'Union socialiste des forces populaires inscrit officiellement dans son programme « le socialisme scientifique » comme projet de société, son fondateur Abderrahim Bouabid s'est toujours affirmé comme non marxiste. L'USFP, la disparition de Benjelloun aidant (ses amis et héritiers idéologiques seront exclus du parti), renoncera progressivement à se référer au socialisme dit scientifique.

24. Nous mentionnons ici le cas de Casamance-Sahara occidental non seulement pour son intérêt anecdotique assez croustillant, mais aussi pour inciter d'autres chercheurs, notamment dans le domaine des études politiques, à tenter une comparaison systématique entre le rôle qu'ont joué – et que jouent encore – ces deux problèmes dans l'évolution politique du Sénégal et du Maroc et leur impact sur les pays voisins et dans la sous-région.
25. Tidiane Baidy Ly, ancien président de l'Union générale des étudiants de l'Afrique occidentale et responsable du PAI, déclare en 1994 lors d'une réunion publique en présence de Mamadou Dia et de l'auteur : « vous nous avez fait bastonner...mais nous vous aimons, car vous êtes un homme honnête... ». Abdellah Layachi, dirigeant communiste marocain, déclare, également, que bien que son parti eût à souffrir des positions répressives de Ben Barka, « nous savions qu'il le faisait de bonne foi ». Cf., entre autres, son témoignage en 2000 au film documentaire *Ben Barka : l'équation marocaine*, produit et diffusé par la Chaîne de télévision franco-allemande Arte en 2001.
26. Cf. par exemple le rapport confidentiel de M. Madiran sur la situation générale en AOF au début de 1958 : « les hommes de 40 ans, qui forment la majorité des ministres locaux et des cadres des Assemblées territoriales et qui aspirent à bousculer leurs aînés (...), se savent eux-mêmes traités de « collaborateurs » par leurs cadets, les garçons de 20 à 30 ans, parmi lesquels l'esprit de Bandoeng fait tache et dont les revendications, pour juvéniles et désordonnées qu'elles soient, les impressionnent et les poussent à se dégager de notre tutelle. Les seules forces sociales organisées dans les territoires – fonctionnaires et syndicats – semblent d'autre part traversées de courants inquiétants... » Rapport daté du 11 février 1958 suite à un voyage d'information effectué en AOF durant janvier, à l'invitation du Haut-Commissaire de l'AOF, vol. 24, carton XIII, dossier 2, Sous-Série AOF 1953-1959, Archives diplomatiques du Quai d'Orsay, Paris, p. 2-3.
27. L. S. Senghor faisait très souvent référence à son père présenté comme un « grand traitant » quadrigame habitant une grande bâtisse aristocratique qui ressemblerait à une « villa romaine » et que sa mère était d'origine noble. De même, Hassan II a toujours fait référence à ses ancêtres « chorfa » (nobles) : les Alaouites au pouvoir au Maroc depuis 1666 sont d'origine charifide. L'arbre généalogique officiel les fait remonter à Ali Ibn Abi Taleb, quatrième calife et époux de Fatima, fille du Prophète Mohammed.
28. L'idée exprimée dans ce paragraphe est empruntée à l'intervention de l'auteur lors du *Pré-symposium sur l'œuvre du Président Mamadou Dia* tenu à Dakar en décembre 1994. Pour plus de développements sur les traits de caractère de Dia et leurs implications politiques, cf. les actes du Pré-symposium publiés par la Fondation Paix et Développement, Dakar, 1996.
29. Max Weber distingue les *institutions primaires* comme la famille, le clan, la tribu et les *institutions associatives* comme l'école, le parti, l'Etat, etc. Nous utilisons ici le terme « pré-associatif » à la place de « primaire », vu son acception parfois péjorative.

30. Marianne Cornevin, *Histoire de l'Afrique contemporaine*, Paris, Payot, p. 68.
31. Les tués : Félix Moumié (Cameroun), S. Olympio (1963), Ahmed Soekarno, (Indonésie, 1965), Ben Barka (Maroc, 1965), Che Guevara (Argentine-Cuba, 1967), Salah Benyoussef (Tunisie, 1967) Amilcar Cabral (Guinée-Bissau et Cap-Vert, 1973). Les évincés : M. Dia (Sénégal, 1962), Ben Bella (Algérie, 1965), Kwame Nkrumah (Ghana, 1966) ...
32. Philippe Gaillard met en doute cette information, car Dia affirme, dans ses *Mémoires d'un militant du Tiers Monde* (Publisud, 1985), que cela a eu lieu suite à l'indépendance de la Gambie. Or ce pays n'a accédé à l'indépendance que « le 18 février 1965, plus de deux ans après l'arrestation de Dia » (*Jeune Afrique* du 22 octobre 1986). Certes, l'usage du terme « indépendance » n'est pas approprié, mais il faudrait rappeler que la Gambie dispose d'un Cabinet ministériel dès 1960 et que deux années plus tard, le leader du parti majoritaire, le People's Progressive Party, Daouda K. Jawara, devient Premier ministre. Des négociations pour l'union entre les deux pays ont bien eu lieu au début des années soixante, autrement dit, avant la proclamation officielle de l'indépendance de la Gambie.
33. Mouhcine Ayouche, secrétaire général adjoint de l'Organisation d'Action Populaire et Démocratique (OADP) écrit : « « Le 23 Mars », prédécesseur de l'OADP, était né en 1970 d'une rupture. Rupture, certes organisationnelle avec l'UNFP et le PLS, mais surtout rupture philosophique, éthique et au niveau du mode d'action politique avec les pratiques politiciennes en vigueur, déjà dénoncées par feu Mehdi Ben Barka, en 1962, dans son fameux rapport : *L'Option révolutionnaire*. » Cf. *Le Journal Hebdomadaire* du 15 au 21 juin 2002, Casablanca.
34. M. Dia est conscient que son tempérament l'a handicapé dans sa rivalité avec Senghor. Dans un débat organisé par le MSU à la Maison de Lille (Saint – Louis) le 10 août 1994, l'ancien président du Conseil affirme : « la différence entre Senghor et moi est d'ordre culturel; lui commerçant et négociant avec les toubab et moi paysan ... c'est la sociologie qui a déterminé nos différences ... lui était plus près du *machin* des Français. » (Note prise par l'auteur, présent au côté du *Maodo*, dans le débat.)
35. Proverbe wolof qui signifie : « Qui est courtois devient Roi ».
36. Al-Alaloui, Mustapha, *Al Mehdi Ben Barakah, pour la vérité et l'histoire* (en arabe), Beyrouth, Dar al-Afaq al Jadida, 1984, p. 35.
37. Télégramme de l'ambassade de France au ministère des Affaires étrangères, décembre 1958, Archives diplomatiques du Quai d'Orsay, Maroc, Vol. 3, 1958.
38. Il s'agit de Mohammed El Ouatiq, rencontré à Agadir par l'auteur le 9 avril 1995.
39. *New York Herald Tribune* du 31 août 1955.
40. Témoignage oral à l'auteur, Bruxelles, août 1995. Certains passages et idées exprimées ici et dans les deux pages à venir ont été empruntés à notre contribution à l'ouvrage biographique que nous avons publié en collaboration avec Z. Daoud, *Ben Barka. Une vie. Une mort*, Paris, Editions Michalon, 2000.
41. Mokhtar Soussi, *Moâtaqal Sahara*, Casablanca, 1962, p. 39.

42. Ouardighi, *Mehdi Ben Barka : Mina al-Wattaniyya ila Thawra*, Rabat, Edition auteur, non daté, p. 45.
43. Philippe Gaillard, « Mémoires : la décolonisation selon Mamadou Dia », in *Jeune Afrique* du 22 octobre 1986, p. 68.
44. Philippe Decraene, « Un humaniste marxiste », in *Le Monde* du 28 mars 1974.
45. F. Ndiaye, M. Prinz, A. Tine, *Visages publics du Sénégal. 10 personnalités politiques parlent*, Paris, éditions l'Harmattan, 1990, p. 142.
46. AFP, *Biographie de Mamadou Dia*, 5 octobre 1961, Archives-documentation, Siège central de l'AFP à Paris. Nous remercions ici notre ami, le journaliste Ignace Dalle, qui nous a facilité l'accès à la précieuse documentation de l'AFP.
47. Nous désignons par *christianisme social* ce mouvement animé par des religieux et des croyants aussi bien catholiques que protestants et qui met au centre de ses préoccupations le service des exclus et des pauvres et leur émancipation sociale. Tiers-mondiste, il se manifeste dans la deuxième partie du vingtième siècle à travers des mouvements aussi différents que la Théologie de la libération ou des ONG de développement et de lutte contre la faim et la maladie.
48. Cf. Marianne Cornevin, *Histoire de l'Afrique contemporaine*, Paris, Payot, pp. 312-313.
49. Hélène d'Almeida Topor, *L'Afrique au XXème siècle*, coll. Histoire contemporaine, Paris, Armand Colin, 1993, qui cite M. Dia, *Contribution à l'étude du mouvement coopératif*, Paris, Présence africaine, 1953, pp. 9 et 25.
50. Dia écrit : « inventer une société neuve, une culture nouvelle, des hommes nouveaux, tel est, en définitive, le but vers lequel doivent tendre nos efforts. » Cf. Saleh Kebzabo, « Un ouvrage optimiste et dérangeant » *Jeune Afrique* du 16 juillet 1976, p. 44, qui cite Mamadou Dia, *Islam, sociétés africaines et culture industrielle*, Dakar, Nouvelles éditions africaines, 1976.
51. Lisette, Gabriel, *Le combat du Rassemblement démocratique africain : chronique historique*, Paris, Présence africaine, 1983, p. 223.
52. Tshitenge Lubabu Muitubile, « Mamadou Dia : souvenirs d'un homme trahi » in *L'Autre Afrique* du 8-21 mai 2002, Paris, p. 55.
53. Cité in *ibid.*, p. 55.
54. Mamadou Dia, *Mémoires d'un vieux militant du Tiers-Monde*, Paris, Publisud, 1985, p. 168.
55. Témoignage rapporté par le vieux militant de l'Istiqlal, puis de l'UNFP, Mohammed Ben Kaddour Al Azhar de la tribu des Mnabha, région de Marrakech. Son fils Allal Al Azhar le rapporte à l'auteur le 2 juin 2002.
56. Ben Barka déclare également lors d'une rencontre à Casablanca, quelques jours avant son départ en exil en janvier 1960 : «... l'expérience nous a enseigné que le voilement de la vérité et des réalités ne peut que finir par confondre ceux qui le pratiquent... », *Arrai Al-Aam ÇaÚÇã ÇaÑÁí Ç* du 10 janvier 1960, Casablanca.

57. Makhzénisme : nous proposons ce terme pour désigner le comportement d'une bonne partie des notables politiques qui, quelles que soient leurs positions initiales, finissent souvent par se soumettre à la volonté du Makhzen représenté, au niveau central, par le Sultan et ses collaborateurs les plus proches et, au niveau régional et local, par les Walis, Gouverneurs, Caïds, Khalifas..., autrement dit, les autorités territoriales qui relèvent du ministère de l'Intérieur.
58. Cf. son article, « Lyautéy le Marocain », in *Le Journal Hebdomadaire* du 27-4 au 4-5, 2006, Casablanca.
59. Cf. *Fond G. Diouf*, cote 110 AP, Archives Nationales, Paris.
60. Déclaration faite à l'auteur en août 1994 lors d'une rencontre à Saint-Louis du Sénégal.
61. Il s'agit de Abderrahim Bouabid, la même déclaration sera faite également par Mehdi Alaoui.
62. Cf. *Le Journal Hebdomadaire* du 1-6 juillet et du 7-13 juillet 2001, Casablanca.

